

C'est une journée de mobilisation qui s'annonce ce jeudi 26 juin. L'équipe du Centre dramatique national de Haute-Normandie se retrouve au théâtre des 2 Rives à Rouen pour discuter, échanger sur le présent et l'avenir de la culture en France.



La manifestation à Paris jeudi 20
mars
photo Florence Caillon

Il y a beaucoup de colère, d'inquiétude et d'incompréhension depuis l'accord national interprofessionnel du 22 mars dernier qui modifie une nouvelle fois le régime de l'assurance-chômage des intermittents du spectacle. Artistes et techniciens **se mobilisent** afin que le ministère du travail ne donne pas son agrément à ce texte. Les premiers festivals d'été ont ainsi été fortement perturbés dans leur déroulement.

Manuel Valls n'a pas modifié sa position pour autant : la convention Unedic signée par le Medef, la CFDT, FO et la CFTC sera signée par le gouvernement. Pour éviter un scénario catastrophe semblable à celui de 2003, le Premier ministre a annoncé **une série de mesures** comme la prise en charge par l'Etat du différé d'indemnisation (ou délai de carence), une concertation pilotée par Hortense Archambault, ancienne codirectrice du festival d'Avignon, Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail et Jean-Patrick Gille, député PS et médiateur dans ce conflit. La mission : refonder le régime de l'intermittence.

A cela s'ajoute la sanctuarisation des crédits pour la création et le spectacle vivant jusqu'en 2017. « *Manuel Valls a fait des promesses. La question est désormais : est-ce qu'on peut lui faire confiance ? Au vu de l'enjeu, de ses ambitions, on a intérêt à lui faire confiance* », remarque Roger Le Roux, directeur du [cirque-théâtre à Elbeuf](#).

Des mesures qui seront discutées lors de la rencontre organisée par l'équipe du

Centre dramatique national de Haute-Normandie. Dans ce combat, les intermittents ont **le soutien des directeurs** de structures culturelles de la région. Béatrice Hanin, directrice du Rive gauche à Saint-Etienne-du-Rouvray, l'a rappelé lors de la présentation de la nouvelle saison mardi 24 juin.

« *Nous sommes solidaires. Cet accord mérite d'être contesté. C'est **une régression**, un arbitrage fait de manière non représentative des réelles personnes concernées* », estime Jean-Christophe Aplincourt, directeur du [106](#) à Rouen.

Pour Roger Le Roux, « *cette colère est légitime et juste. Le métier dépend des intermittents qui sont loin d'être des privilégiés. Je vois régulièrement des compagnies qui plient le matériel et qui renoncent* ». « *Il y a de moins en moins de productions et de moins en moins d'artistes sur le plateau* », ajoute Jean-François Driant, directeur du [Volcan](#) au Havre.

« *C'est un combat courageux* », selon Daniel Andrieu, directeur artistique de l'[Atelier 231](#) à Sotteville-lès-Rouen et de Viva cité. « *Cet accord va **précariser les plus faibles**. Ils ont raison de mener cette lutte. Les intermittents sont nos collègues. Ils sont avec nous tous les jours* ».

Un choix de société

Dans ce combat, les artistes ne se préoccupent pas seulement du changement de leur régime. Ils défendent la culture comme un bien commun qui « *n'est pas négociable et doit être préservé* », selon Jean-François Driant, et un système de valeurs.

Jean-Christophe Aplincourt le souligne : « *C'est un modèle de société qui est en jeu* ». Même remarque de la part de David Bobée, directeur du [CDN de Haute-Normandie](#) : « *cela dépasse la question des intermittents et des annexes 8 et 10.*

*Ces accords sont **une honte** et remettent en cause les fondements d'une société mutualiste. Tous les acquis sociaux du Conseil national de la Résistance sont flingués. Nous avons à protéger le trésor social de nos aînés ».*

Alors idéologique, cet accord ? « **Complètement** », répond David Bobée. « *La question de la réforme de l'intermittence n'est pas liée au fait de faire des économies. Il y a eu **des propositions** élaborées par le Comité de suivi et de coordinations des intermittents qui génèrent des économies et s'en prennent aux abus. Aucune n'a été étudiée* ».

Jean-François Driant va plus loin. « *Je me sens à la fois responsable de l'héritage que les aînés nous ont transmis et j'ai une conscience aigüe d'une nécessaire évolution. Une évolution qui doit se faire dans **un regard convergent sur des perspectives politiques**. Or, c'est Bercy qui définit l'ensemble d'une politique qui n'en est pas une puisque faire des économies n'est pas une politique. On ne fait que rendre de l'argent* ». Une politique à dessiner donc mais avec une nouvelle inconnue : la réforme des collectivités territoriales, financeurs importants.

- Jeudi 26 juin à partir de 14 heures au théâtre des 2 Rives à Rouen. Entrée libre.
- Lire également les [explications de Mathieu Grégoire](#), maître de conférence en sociologie et la [position de Thomas Jolly](#), fondateur de la Piccola Familia.